

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 8 SEPTEMBRE 2010
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{ER} NOVEMBRE 2010
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : ASET1051428M

IDCC : 1596

Entre :

La FFIE ;

La FFB Champagne-Ardenne ;

La CAPEB Champagne-Ardenne,

D'une part, et

La CFTC BTP ;

Le SFR FO BTP,

D'autre part,

Vu la convention collective régionale du 14 juin 2006, dans ses articles 2.6 (Indemnité de petits déplacements), 2.3 (Prime pour travaux occasionnels) et 2.4 (Outillage),

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 8 septembre 2010. Il a été convenu ce qui suit, applicable au 1^{er} novembre 2010.

Indemnité de transport

(En euros.)

ZONE	MONTANT
1A (0 à 5 km)	1,35
1B (5 à 10 km)	2,00
2 (10 à 20 km)	3,65
3 (20 à 30 km)	5,90
4 (30 à 40 km)	7,60
5 (40 à 50 km)	9,50

Indemnité de trajet

(En euros.)

ZONE	MONTANT
1A (0 à 5 km)	1,05
1B (5 à 10 km)	1,63
2 (10 à 20 km)	2,72
3 (20 à 30 km)	3,95
4 (30 à 40 km)	4,88
5 (40 à 50 km)	7,20

Indemnité de repas : 8,65 €.

L'indemnité de repas est due quelle que soit la zone dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 de la convention collective régionale.

Article 2

Il est également convenu ce qui suit au 1^{er} novembre 2010 :

Prime d'outillage : 8,20 € par mois.

Prime horaire pour travaux occasionnels : 0,70 € de l'heure.

Article 3

Le présent accord sera effectif au 1^{er} novembre 2010.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1^{er} et 2 dudit accord.

Article 4

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Reims, le 8 septembre 2010.

(Suivent les signatures.)